



**INTERVENTION de M. Pierre BERNARD-REYMOND
Sénateur des Hautes-Alpes**

dans le débat concernant la proposition de résolution sur la coordination des politiques économiques au sein de l'Union Européenne

LE 17 FEVRIER 2011

Madame la Présidente,
Monsieur le Ministre,
Mes Chers Collègues,

Les conditions qui ont présidé à la création de l'€uro, étape essentielle de la construction Européenne, éclairent en partie les problèmes que nous rencontrons aujourd'hui.

Il faut se souvenir de ce que représentait à l'époque pour nos amis Allemands l'abandon du mark.

A côté de français qui disposaient d'autres attributs importants de souveraineté et de moyens de rayonnement dans le monde en particulier un siège au Conseil de Sécurité à l'ONU et une force de frappe indépendante, l'Allemagne était sollicitée pour fondre son seul grand moyen de puissance et de reconnaissance internationale : le mark, dans une monnaie communautaire.

On comprend que dans ces conditions, elle ait prioritairement exigé à l'époque que tout ce qui faisait la force du mark puisse se retrouver dans l'€uro en particulier l'indépendance stricte de la banque centrale et la lutte contre l'inflation qui rappelait les mauvais moments de la République de Weimar.

Le débat s'est donc focalisé à l'époque sur l'aspect monétaire du problème.

Certes, le volet économique n'a pas été complètement oublié avec l'instauration du pacte de stabilité mais la gouvernance économique n'est pas apparue comme une priorité.

C'est le péché originel de l'€uro.

Cela ne l'a pas empêché de devenir la deuxième devise de réserve mondiale, de renforcer l'intégration des économies Européennes, de contenir l'inflation et d'obtenir des taux d'intérêt très bas.

Toutefois, on n'a pas suffisamment perçu à l'époque le fait que la monnaie unique allait autoriser ou camoufler provisoirement le laxisme budgétaire, les écarts de compétitivité, les faiblesses économiques, autant de dysfonctionnements qui, sans monnaie unique, apparaissaient plus clairement et plus rapidement et étaient plus facilement redressés par la dévaluation ou l'inflation. On en a eu un exemple au début des années 80 en France.

C'est ainsi qu'il a fallu le tsunami de la crise de 2007 venu des Etats-Unis pour faire apparaître au grand jour la dissimulation statistique de la Grèce, les bulles, immobilière en Espagne et financière en Irlande.

Il faut avoir l'honnêteté de reconnaître qu'auparavant d'autres libertés avaient été prises par d'autres Etats lorsque par exemple l'Allemagne et la France ont demandé en 2003 l'assouplissement du pacte de stabilité.

Depuis ce couple a fait acte de contrition puisque c'est lui aujourd'hui qui apparaît le plus dynamique dans la formulation de propositions pour l'avenir.

Tout a été dit sur ce couple indispensable. On est en droit de se demander où en serait l'Europe s'il n'existait pas, en même temps, il doit prendre garde à deux excès : celui de trop réduire le rôle de la Commission et celui d'indisposer les autres partenaires.

Il faut trouver les moyens de mieux associer les uns et les autres, dès le départ, au processus de réflexion franco-allemand.

Le temps où certains ont pu croire que le pouvoir exécutif Européen naîtrait de la Commission est révolu, c'est au sein du Conseil Européen que se développe le pouvoir exécutif de l'Union.

Mais il faut se garder de deux évolutions exagérées : la Commission ne doit pas être réduite au niveau d'un secrétariat permanent et le Conseil Européen ne doit pas prendre prétexte qu'il est l'exécutif pour en rester dans bien des domaines au niveau de l'intergouvernemental.

Sur ce point heureusement, la crise est un bon aiguillon et l'on n'aurait jamais osé imaginer avant celle-ci que l'on puisse discuter de tout ce qui est sur la table aujourd'hui :

- L'instauration du semestre Européen, qui établira une meilleure transparence entre Etats et vis-à-vis des institutions et qui incitera à un meilleur auto-contrôle.
- La création du fonds Européen de stabilité financière, la conviction qu'il faut en accroître les moyens et le pérenniser au-delà de 2013 à un niveau suffisant.
- La réflexion sur un pacte pour la compétitivité et j'ajouterais volontiers « pour la convergence ».
- La perspective d'inscrire dans la constitution de chacun de nos Etats le respect de l'équilibre budgétaire qui n'est qu'un appel à plus de responsabilité et qui devra ménager la possibilité de politiques contra-cycliques.

Ce sont autant de décisions et de réflexions qui vont dans le bon sens et qui constituent des acquis que l'on n'aurait jamais obtenus sans la crise.

Certes des questions importantes restent à régler :

- Quelles sanctions appliquer ?
- Quel doit être le montant minimal du fonds Européen de stabilité financière ? L'annonce de son probable doublement à 500 milliards est une bonne nouvelle.
- Dans quels domaines doit s'appliquer le pacte de compétitivité ? Fiscalité, Salaires, Retraites, Finances Publiques ?
- A quel rythme doit-on faire progresser la convergence ?

Cette question du rythme est aussi importante que celle des domaines à privilégier.

- On ne peut pas aider l'Irlande et lui demander le même jour de renoncer à son dumping fiscal mais à terme cette situation devra être revue.

- De même, doit-on commencer par l'interdiction de l'indexation des salaires chez ceux qui y sont encore très attachés et pour qui cette affaire a pris l'allure d'un dogme et qui est notamment en vigueur dans un pays qui n'a pas de gouvernement depuis de nombreux mois ?

- Ne faut-il pas aussi que nous balayions devant notre porte en terme de convergence ? A l'intérieur du seul couple franco-allemand, la croissance a été en 2010 de 3,6 % en Allemagne, touchant les dividendes d'une politique de rigueur initiée par un gouvernement socialiste, et de 1,5 % en France, et le commerce extérieur affiche également de fortes disparités auxquelles nous devons remédier.

Enfin, au-delà des sujets sur la table du prochain sommet, n'y a-t-il pas quelques autres questions à se poser, dont certaines ont été avancées avec mon collègue Richard YUNG dans le rapport que nous avons publié sur ce sujet...

- Ne faut-il pas élargir les objectifs dédiés à l'origine à la Banque Centrale Européenne ?
- La Cour des Comptes Européenne ne pourrait-elle pas se voir confier un rôle dans la surveillance du respect du pacte de stabilité ?
- Ne faut-il pas créer un Observatoire de la compétitivité plus indépendant de toutes les institutions ?

Enfin, d'une manière générale, à un horizon plus large et plus lointain :

- Comment faire vivre l'Europe des trois cercles qui existent de fait :
 - le noyau franco-allemand
 - l'Europe communautaire de l'€uro qui représente 65 % de la population et 75 % du P.I.B. de l'Union
 - l'Europe des 27
- et dans le même temps simplifier l'architecture des institutions Européennes.
- Comment assurer à cet ensemble une croissance solide et durable à l'heure de la mondialisation ?

Dans l'état actuel, il n'y aucune raison pour que « Europe 2020 » n'aboutisse pas au même échec que la stratégie de Lisbonne.

Si l'on ne choisit pas quelques secteurs privilégiés tels que l'énergie, les transports, les biotechnologies, l'espace, la communication et les technologies de l'information auxquelles on appliquerait une politique plus intégrée que coordonnée dans le domaine de la recherche et du développement, je crains que l'Europe ait du mal dans les décennies à venir à jouer sa partition dans les affaires du monde, et dans ce cas s'en serait fini de son modèle social.

Dans ce contexte, pourra-t-on longtemps se contenter d'un budget Européen qui représente 1 % du P.I.B. et qui a vu fondre ses ressources propres comme neige au soleil. Ne doit-on pas s'interroger également sur la capacité d'emprunt de l'Europe ?

Voilà, me semble-t-il quelques questions auxquelles l'Europe ne pourra échapper dans les prochaines années et dont les réponses vont être déterminantes pour notre avenir.

Je remercie les collègues qui ont pris l'initiative de cette proposition de résolution et qui nous ont permis ce débat. Ils comprendront toutefois que nous n'approuvons pas leur analyse et leurs conclusions puisque nous croyons au contraire que sur le plan de la construction de l'Europe, cette crise est un puissant accélérateur, pose les bonnes questions et nous oblige à de vraies réponses, elle relativise les solutions ultra-libérales qui selon moi ont trop dominé la dernière décennie et je suis sûr que plusieurs gouvernements socialistes en Europe adhéreront à la démarche.

Au-delà des analyses politiciennes, tous ceux qui croient à la nécessité de l'Europe auront à cœur de transformer cette crise en opportunité pour une nouvelle étape.